



FIDA
FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
Conseil d'administration - Soixante-sixième session

Rome, 28-29 avril 1999

**RÉSULTATS DE L'ATELIER SUR L'ORIENTATION STRATÉGIQUE
DU FIDA EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**

1. En avril 1998, le Président du FIDA a approuvé la première phase d'un programme d'activités afférentes à la publication du rapport du FIDA sur la pauvreté rurale en 2000. L'objectif des travaux est le suivant:

- mettre en lumière le rôle critique de la lutte contre la pauvreté rurale dans le contexte de la pauvreté au niveau mondial;
- cerner le problème de la pauvreté rurale en suggérant des solutions possibles;
- constituer une coalition de partenaires pour le développement et, dans le cadre de cette coalition, faire mieux connaître les questions critiques auxquelles le FIDA doit s'attaquer;
- faire mieux connaître le Fonds et ses activités;
- définir l'orientation stratégique à moyen terme du Fonds.

2. Le cadre conceptuel concernant la première phase du programme d'activités est présenté à l'annexe I ci-après.

3. La première phase, composée de consultations internes et externes visant à identifier les grandes questions à étudier plus longuement, a abouti à:

- la préparation d'une communication destinée à faciliter le débat sur les problèmes et les options du FIDA;
- la préparation par des experts extérieurs d'un exposé thématique destiné à être présenté à un atelier de réflexion organisé au FIDA;
- l'identification des questions à étudier plus longuement sur la base des recommandations de l'atelier de réflexion.

4. La deuxième phase sera consacrée à la mise au point d'une proposition à soumettre à l'approbation de la direction et du Conseil d'administration du FIDA, et visant à engager des ressources supplémentaires pour cerner plus précisément les options et les possibilités du Fonds en ce qui concerne le soutien/lancement d'activités intéressant la lutte contre la pauvreté rurale à moyen terme.

Rapport sur la première phase d'activités

5. Le professeur M. Lipton de l'Unité de recherche sur la pauvreté de l'Université du Sussex (Royaume-Uni) a, de concert avec le FIDA, établi un exposé thématique destiné à être examiné à l'atelier de réflexion tenu au FIDA les 20 et 21 octobre 1998. Un document relatif aux options du FIDA rédigé par le professeur S.R. Osmain de l'Université de l'Ulster (Irlande du Nord) a été communiqué aux participants (ces deux textes sont à disposition au Bureau des documents).

6. L'atelier de réflexion a réuni des experts extérieurs, des universitaires, des représentants des donateurs et des organisations de la société civile, les membres du Conseil d'administration et des fonctionnaires du Fonds. Les débats ont été axés sur certains problèmes clés de la pauvreté rurale, la nature et la qualité des données et les options stratégiques qui s'offrent au FIDA dans le contexte de l'évolution de la pauvreté. Le rapport de l'atelier est présenté à l'annexe II ci-après.

Action consécutive

7. L'octroi d'un don d'assistance technique de 630 000 USD destiné à financer un programme d'activités - études et ateliers - afférentes à la publication du rapport du FIDA sur la pauvreté rurale en 2000 est proposé à la présente session du Conseil d'administration.



ANNEXE I

DE L'ESPOIR À LA MOISSON
ORIENTATION STRATÉGIQUE DU FIDA EN MATIÈRE DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETÉ RURALE

Introduction et justification: orientation en matière de lutte contre la pauvreté au niveau mondial

1. Depuis sa création en 1978, le FIDA est un des principaux acteurs de la lutte contre la pauvreté rurale. À l'origine, il était la seule institution multilatérale ayant expressément pour mandat de travailler à atténuer la pauvreté et à combattre la faim dans les régions rurales, mandat qu'il a rempli en fournissant au total 5,6 milliards de USD en faveur de 489 projets répartis dans 111 pays.
2. Le FIDA a mis au point des stratégies novatrices pour lutter contre la faim et la pauvreté en milieu rural au cours des 20 dernières années et il est la seule institution financière internationale qui s'attache toujours à améliorer les conditions de vie des ruraux pauvres. En outre, ses approches et ses méthodes créatrices ont souvent été reprises, parfois en les élargissant, par d'autres organismes de développement.
3. Le FIDA, qui a accumulé toute une masse de connaissances et de ressources intéressant les activités de développement de base dans les zones rurales grâce à ses projets et ses programmes, est résolu à perfectionner, entretenir et partager ses connaissances avec les institutions de développement multilatérales, nationales et locales intéressées. Garder sa position de pôle éminent de savoirs est désormais un des grands objectifs à moyen terme du Fonds, comme le montrent sa participation active à la création de réseaux de savoirs sur les régimes fonciers et le crédit et l'appui qu'il leur apporte.
4. Depuis quelques années, divers organismes multilatéraux accordent davantage d'importance aux activités de lutte contre la pauvreté. En mai 1996, la Banque mondiale a placé l'éradication de la pauvreté au cœur même de sa stratégie d'aide aux pays. Elle a également déclaré que le rapport sur le développement dans le monde en 2000 serait axé sur la pauvreté, les travaux d'analyse et les consultations. Les enseignements tirés des opérations au cours des prochaines années seront très utiles pour atteindre cet objectif.
5. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a aussi fait de la réduction de la pauvreté un des principaux objectifs de son action en faveur du développement comme en témoignent sa participation à des partenariats et les efforts qu'il déploie pour coordonner les activités de lutte contre la pauvreté. Une division entière de l'organisation - la Division du développement social et de l'élimination de la pauvreté - s'occupe exclusivement de la lutte contre la pauvreté. Le PNUD manifeste son intérêt croissant pour ce domaine d'activités par des initiatives intéressantes comme l'introduction de l'indice de pauvreté (Rapport sur le développement humain de 1997) qui permet de mesurer la pauvreté dans le monde avec plus d'exactitude.
6. Les membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) se sont engagés à contribuer à réduire la pauvreté de moitié d'ici l'an 2015 et à assurer la santé et l'éducation pour tous. Les gouvernements, les Nations Unies et les institutions financières internationales ont également été invités à renforcer leur collaboration pour atteindre ces objectifs ambitieux.
7. Les efforts déployés par le FIDA et d'autres organisations pour atténuer la pauvreté ont abouti à une amélioration sensible des conditions de vie de millions d'habitants des pays en développement.

**ANNEXE I**

Toutefois, en dépit de ces efforts et de la prise de conscience croissante de la pauvreté et de ses effets sur des millions d'hommes dans tout le tiers monde, il reste beaucoup à faire.

L'évolution de la pauvreté: redéfinir le créneau du FIDA

8. La pauvreté n'est pas une réalité statique: les effectifs et la répartition géographique des pauvres évoluent constamment. De nombreuses variables influent sur elle, notamment les migrations internationales, les conflits intérieurs et internationaux, la sécheresse, les maladies et les difficultés économiques. Le phénomène de la pauvreté au niveau mondial n'est pas parfaitement compris et il est donc nécessaire de chercher à cerner son évolution actuelle.

9. Le moment est venu pour le Fonds d'évaluer l'expérience qu'il a accumulée et d'étudier la nature actuelle de la pauvreté rurale comme on l'a fait il y a environ huit ans à la Conférence de Punta Ala. Les projets/programmes du Fonds sont maintenant considérés comme ouvrant de nouvelles perspectives et donnant des résultats importants en faisant participer les ruraux pauvres. Les réussites du FIDA et les enseignements tirés de ses opérations constituent une riche masse d'expériences qui devrait être analysée et appliquée pour formuler une nouvelle stratégie opérationnelle.

10. D'autres institutions multilatérales/nationales, les organisations non gouvernementales (ONG) et la société civile en général ont également obtenu des résultats intéressants dans la lutte contre la pauvreté. Diverses initiatives ont été prises pour mieux comprendre le problème et les obstacles qui empêchent de l'atténuer ou de l'éliminer. Trop souvent, l'ensemble des acteurs du développement ne partagent pas leurs expériences et leurs connaissances, mais on a de plus en plus tendance à mettre en place des partenariats et à instaurer une coopération plus étroite au sein de la communauté internationale de développement. La Banque mondiale a constitué récemment un réseau de réduction pour la pauvreté et la gestion de l'économie avec le CAD/OCDE, le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance afin de mettre en commun les informations et les données concernant les programmes de réduction de la pauvreté.

11. Le FIDA apparaît comme une institution de pointe lorsqu'il s'agit d'aborder les questions de fond intéressant la pauvreté au niveau mondial, il a en outre la chance d'être l'organisme des Nations Unies qui se préoccupe le plus de contribuer à améliorer le sort des ruraux pauvres. En sa qualité d'innovateur, de centre de savoirs et de pôle pour les programmes d'atténuation de la pauvreté au sein du système des Nations Unies, le FIDA doit promouvoir activement les recherches sur la pauvreté et les relier aux travaux entrepris par l'ensemble des acteurs du développement.

Renforcement de l'efficacité du FIDA: la prochaine étape

12. Le FIDA devra travailler à mieux comprendre la dynamique de la pauvreté rurale et mieux exprimer son orientation opérationnelle. Vu l'insuffisance des informations disponibles sur l'ampleur et la nature de la pauvreté au niveau mondial, le Fonds devra passer en revue les bases de données et les textes existants s'il veut établir un tableau cohérent de l'état et de la dynamique de la pauvreté. Pour cela, il devra faire le bilan de la masse considérable d'informations/savoirs qu'il a accumulés à ce sujet depuis 20 ans et surtout procéder à des travaux approfondis d'analyse et de synthèse pour compléter cette masse par des connaissances d'extrême actualité de sources extérieures. C'est seulement après avoir achevé ce processus que le FIDA pourra formuler clairement sa position et sa stratégie à long terme en matière de pauvreté rurale.

13. Compte tenu de son programme chargé, le Fonds fera appel, dès que les travaux initiaux auront été menés à bien par ses services, au concours d'universitaires et de centres de recherche extérieurs

**ANNEXE I**

pour terminer la tâche. Il supervisera attentivement les travaux de façon à ce qu'ils soient étroitement liés à ses opérations.

Questions actuelles et orientation à venir

14. Les acteurs internationaux du développement discutent aujourd’hui de nombreuses questions capitales. En sa qualité d’institution financière internationale et de spécialiste des questions de pauvreté rurale, le Fonds doit jouer un rôle actif pour définir le contexte dans lequel se dérouleront les activités de développement et de lutte contre la pauvreté au tournant du siècle. Citons quelques questions qui pourraient être traitées dans l’étude proposée:

- causes profondes et nature de la pauvreté (droits agraires, accès au crédit, administration et corruption), particulièrement en rapport avec les projets/programmes du FIDA;
- mondialisation croissante de l’économie et son incidence sur les ruraux pauvres;
- succès et échecs des programmes de microcrédit;
- mobilisation des ressources dans un environnement international où la concurrence s’accentue et où l'aide publique au développement (APD) en recul doit répondre à une demande croissante;
- possibilités pour des institutions comme le FIDA de coopérer avec le secteur privé et la société civile;
- nécessité d’élargir la collaboration avec les autres organisations multilatérales et nationales pour renforcer l’efficience, la rentabilité et l’impact sur le développement;
- le problème du développement durable alors que les programmes d'aide sont censés donner toujours plus de résultats avec moins de ressources.

15. Il serait également important de définir l’orientation du FIDA en matière de lutte contre la pauvreté au niveau mondial pour atteindre l’un des principaux objectifs institutionnels - faire du Fonds un pôle de savoirs.

16. Comme les organismes de développement se tournent de plus en plus vers des activités visant à atténuer la pauvreté, il est nécessaire de disposer d’informations à jour sur la nature et la répartition géographique de la pauvreté rurale. En entreprenant une étude approfondie du problème, le FIDA, qui est une des institutions de pointe de la lutte contre la faim et la pauvreté, contribuera à se faire connaître comme un des centres les plus importants d’élaboration et de diffusion d’informations sur la pauvreté rurale. Le Fonds pourrait ainsi:

- assurer des liaisons plus étroites entre ses stratégies opérationnelles et la réalité contemporaine de la pauvreté;
- attirer davantage l’attention des praticiens du développement, des milieux universitaires, des organisations de la société civile et du grand public sur le sort des ruraux pauvres;
- renforcer ses liens avec d’autres institutions multilatérales et nationales de développement;

ANNEXE I

- confirmer son image d'institution de pointe engagée dans la lutte contre la pauvreté et la faim;
- faire mieux connaître au public le Fonds et ses activités.

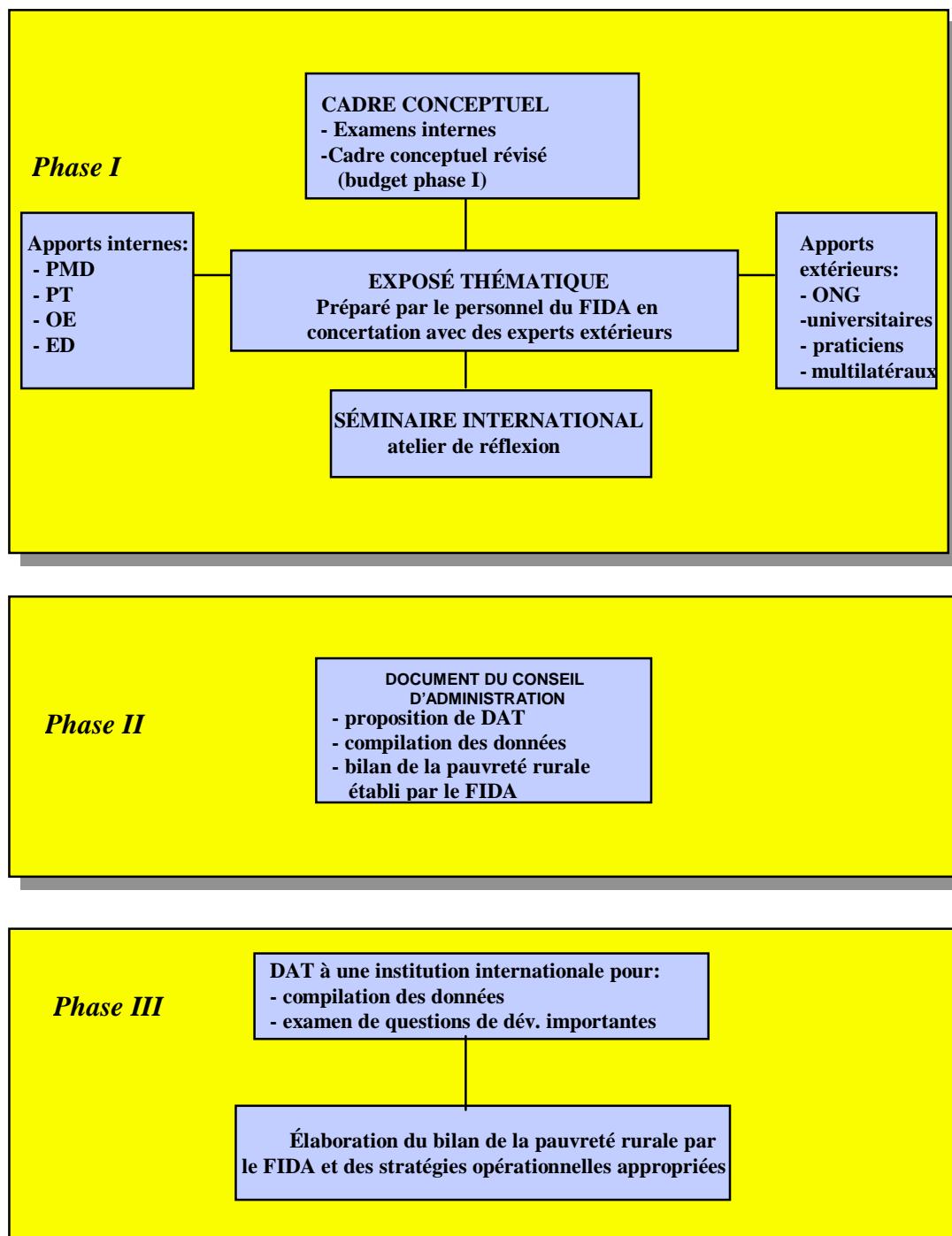
Organisation et résultats de l'étude

17. L'élaboration de cette étude comportera également l'organisation d'un atelier de réflexion international et la publication des résultats des recherches et du bilan de la pauvreté rurale établi par le FIDA.

- En guise d'étape initiale, le FIDA préparera un exposé thématique préliminaire en concertation avec des praticiens et des théoriciens éminents du développement. Cet exposé mettra en lumière des questions d'intérêt mondial dans le domaine de l'atténuation de la pauvreté rurale tout en présentant un intérêt direct pour les opérations du FIDA.
- L'exposé thématique sera utilisé par un atelier de réflexion regroupant les membres du Conseil d'administration, des universitaires et praticiens de haut niveau et la direction et des fonctionnaires du FIDA. Il sera définitivement mis au point sur la base des débats approfondis de l'atelier.
- Un don d'assistance technique sera offert à une institution ou une ONG qui sera chargée de poursuivre les recherches et l'examen de la documentation disponible et des enseignements tirés au sujet de la pauvreté rurale, en se conformant aux directives formulées dans l'exposé thématique.
- L'exposé ainsi mis au point servira à préparer le bilan de la pauvreté rurale du FIDA. Il sera ensuite présenté à la presse à l'occasion d'une manifestation largement annoncée pour attirer l'attention sur la misère des ruraux pauvres dans le monde et sur le rôle du FIDA dans la lutte contre la pauvreté rurale et ses réussites.
- Cette étude sera publiée et des sections importantes seront accessibles sur le site web du FIDA (peut-être aussi sur un site spécialisé).
- Plusieurs séminaires régionaux seront organisés pour présenter la position du FIDA au sujet de la pauvreté rurale et sa stratégie à long terme de lutte contre la pauvreté et la faim en vue de faire connaître au public l'exposé et le rôle du FIDA dans ce domaine.

ANNEXE I

Graphique des activités



ANNEXE I**Calendrier proposé pour la préparation de l'étude sur la pauvreté**

ACTIVITÉS	DATE
1. Prise de contact avec des universitaires et des praticiens du développement pour définir le champ de l'étude	Mi-mars 1998
2. Préparation d'un exposé thématique par les fonctionnaires du FIDA en concertation avec des universitaires et des praticiens du développement venant de l'extérieur	Mai 1998
3. Atelier de réflexion au FIDA ou dans une autre institution sur la version préliminaire de l'exposé thématique avec un groupe sélectionné de participants (universitaires et praticiens du développement)	Juin 1998
4. Don d'assistance technique à une institution de recherche chargée d'effectuer des recherches socio-économiques sur la pauvreté rurale au niveau mondial	Juin 1998
5. Mise au point du projet d'exposé thématique et présentation au Conseil d'administration	Septembre 1998
6. Organisation d'une retraite avec les membres du Conseil d'administration sur l'exposé thématique	Septembre 1998
7. Présentation de l'exposé révisé et des résultats de recherches préliminaires à des groupes sélectionnés d'universitaires et de praticiens du développement	Décembre 1998
8. Présentation d'un rapport et de données intérimaires au cours d'un séminaire	Avril 1999
9. Séminaire sur l'orientation et la position du FIDA en ce qui concerne la pauvreté rurale	Juin 1999
10. Mise au point définitive des données et de l'exposé	Juillet 1999
11. Impression	Septembre 1999
12. Présentation au Conseil d'administration et au Conseil des gouverneurs. Atelier d'une demi-journée pendant la session du Conseil des gouverneurs	Décembre 1999 Janvier 2000
13. Ateliers régionaux concernant le rapport du FIDA sur la pauvreté rurale en 2000	Tout l'an 2000



ANNEXE II

RAPPORT DE L'ATELIER DE RÉFLEXION CONCERNANT L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DU FIDA EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

ORGANISÉ PAR LE FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET L'UNITÉ DE RECHERCHE SUR LA PAUVRETÉ DE L'UNIVERSITÉ DU SUSSEX

ROME, 20-21 OCTOBRE 1998

1. Deux documents ont servi de base aux débats de l'atelier: Le nouveau visage de la pauvreté rurale - L'aide internationale au développement et le rôle du FIDA: Grandes questions établi par l'Unité de recherche sur la pauvreté de l'Université du Sussex (PRUS) et une communication du Fonds, Orientation stratégique du FIDA sur l'élimination de la pauvreté rurale: expériences et questions. Le document de l'Université du Sussex soulevait des questions concernant la définition, l'ampleur, la répartition géographique et la nature de la pauvreté rurale. Il dégageait également les tendances et les enjeux principaux des interventions de lutte contre la pauvreté, évaluait les progrès réalisés depuis dix ans, donnait un aperçu des initiatives du FIDA et d'autres organisations, présentait la base d'informations et étudiait le créneau du FIDA dans l'avenir.

2. Les participants venaient de milieux très variés - universités, organismes donateurs, responsables politiques - et les débats ont été organisés en six séances correspondant approximativement aux différentes sections du document. Le présent rapport donne d'abord un compte rendu rapide de la séance d'ouverture puis récapitule les principaux points examinés.

3. Dans son allocution d'ouverture, le Président du FIDA a déclaré que l'atténuation de la pauvreté a toujours constitué l'axe majeur des travaux du Fonds mais n'est devenue l'objectif principal de la plupart des donateurs multilatéraux/bilatéraux d'aide que depuis peu de temps. Toutefois, bien qu'il ait été le premier à étudier des instruments permettant d'atteindre les plus pauvres, le FIDA devra perfectionner ses outils pour répondre aux nouveaux défis que lance le ralentissement général du recul de la pauvreté accompagné par le fléchissement de l'accroissement des rendements des cultures vivrières et de l'APD.

4. Le professeur M. Lipton a présenté un aperçu général des questions traitées dans le document de base qui, il l'espérait, devrait servir de fondement aux débats de l'atelier, à savoir:

- Que savons-nous de la pauvreté?
- Quels sont les enjeux de demain?
- Qu'ont fait les donateurs et que veut faire le FIDA?
- Quelles voies le FIDA doit-il suivre à l'avenir?

5. Avant de passer aux grandes questions, les participants se sont demandé si la croissance a une incidence positive sur la pauvreté, quel est l'impact des politiques d'ajustement structurel (qui visent à relancer la croissance) sur la pauvreté et dans quelle mesure les données relatives à la pauvreté sont fiables. Bien que de nombreuses indications récentes fassent penser que la croissance économique est une bonne chose pour les pauvres:

- elle n'a pas toujours un effet positif pour eux, sauf dans le cas de productions à coefficient de main-d'oeuvre élevé;
- même lorsque la croissance a un effet positif, elle ne l'a pas pour **tous** les pauvres;



ANNEXE II

- l'évolution de certains aspects de la pauvreté (par exemple la santé et la nutrition) n'est pas liée à l'accroissement des revenus; en effet, l'amélioration de la nutrition et la baisse des taux de mortalité infantile se poursuivent souvent même si la croissance économique est lente.

6. La croissance économique a proportionnellement fait reculer la pauvreté **extrême** plus que celle de type **modéré**.

7. La principale conclusion qui s'est dégagée des débats est que, même si la pauvreté a diminué surtout grâce à la croissance de la production agricole à coefficient de main-d'œuvre élevé, on ne saurait compter uniquement sur la croissance économique pour progresser. Des mesures spéciales sont nécessaires pour atténuer l'incidence négative qu'une période initiale de croissance peut avoir sur les plus pauvres avant qu'ils ne commencent à en tirer eux aussi profit.

8. Dans l'ensemble, les politiques d'ajustement structurel ne sont pas considérées comme néfastes pour les pauvres, à condition d'être mises en oeuvre convenablement. En fait, elles peuvent contribuer à réduire la pauvreté - mais très peu et seulement pour les personnes proches du seuil de pauvreté. Les populations extrêmement pauvres sont parfois incapables de profiter des possibilités ouvertes par l'ajustement structurel. Ces mesures mettent en place des incitations appropriées pour améliorer l'affectation des ressources et entraînent ainsi la croissance économique et la réduction de la pauvreté, et elles doivent être adaptées aux besoins spécifiques du pays et des groupes. L'absence ou l'insuffisance des marchés constitue un obstacle à la réduction de la pauvreté et les politiques d'ajustement structurel ne donnent de résultats que si des marchés existent. Si cette condition n'est pas remplie, les entrepreneurs ne sont pas disposés à se lancer dans des activités potentiellement rentables. Ce problème devra être abordé en priorité.

9. On a également reconnu de façon générale que les données disponibles sur la pauvreté se sont améliorées en qualité, ont augmenté en volume et proviennent de sources plus variées. Cependant, on n'a qu'une connaissance limitée du phénomène de la pauvreté en milieu rural.

10. Les principaux points abordés ont été classés en deux grandes catégories: questions matérielles et questions institutionnelles.

Questions matérielles

11. **Amélioration de la productivité agricole.** L'accroissement de la production de denrées vivrières de base a tendance à ralentir de façon générale. Les progrès de la productivité se sont élargis trop lentement des zones bénéficiant d'un approvisionnement sûr en eau aux autres zones touchées par la révolution verte. Malgré le ralentissement de l'accroissement démographique au niveau mondial (font exception l'Asie occidentale et certaines parties de l'Afrique du Nord), le nombre de personnes à la recherche d'un emploi dans les pays en développement augmente encore très rapidement. À moins que la production vivrière ne s'accroisse suffisamment pour faire monter la demande de main-d'œuvre, ces personnes auront peu de chances de réussir à gagner leur vie.

12. Dernièrement, le FIDA et de nombreux autres organismes donateurs se sont particulièrement intéressés au secteur rural non agricole, notamment en offrant du crédit aux micro-entreprises. Ce genre d'intervention aura un effet multiplicateur plus puissant lorsque la production agricole aura décollé et que les gens disposeront d'argent pour acquérir des articles produits par le secteur non agricole rural.

13. Les participants de l'atelier ont notamment cherché comment le FIDA devrait aborder le problème de la croissance lente, ou même de plus en plus lente, de la production vivrière de base.



ANNEXE II

D'où viendra la production agricole supplémentaire? Quel rôle devrait jouer le FIDA en ce qui concerne l'amélioration des technologies agricoles, leur application et la promotion de la recherche?

14. Biotechnologies. L'exposé thématique affirmait que, grâce aux biotechnologies, l'accroissement de la production de denrées alimentaires de base tropicales permettrait de créer de nouveaux emplois, donnant aux gens les moyens de se procurer la nourriture dont ils ont besoin. Il s'agit de savoir si les biotechnologies vont permettre aux pauvres du monde d'avoir assez à manger - ce que rien n'a pu faire jusqu'ici. Les recherches en cours sur les biotechnologies ont souvent pour principal objectif non pas d'améliorer les rendements ou d'accroître la résistance des cultures à la sécheresse - ce dont les pauvres du monde ont besoin - mais de réduire les coûts de main-d'oeuvre. Les biotechnologies offrent d'immenses possibilités dans les pays en développement mais, si ces possibilités ne se réalisaient pas, les approvisionnements alimentaires, et encore plus, les emplois en milieu rural seraient exposés à des risques très graves, ce qui pourrait compromettre en grande partie l'action du FIDA. Les participants ont particulièrement cherché comment les biotechnologies devraient être réorientées pour tenir compte non plus des priorités des populations riches (soja résistant aux herbicides), mais de celles des pauvres (cultures vivrières à haut rendement résistant à la sécheresse et aux ravageurs).

15. Certains ont estimé qu'avant de se laisser entraîner par la mode des biotechnologies, le FIDA devrait vérifier s'il existe ou non des possibilités de maximiser l'impact des technologies existantes. Sans méconnaître l'importance des biotechnologies, de nombreux intervenants ont été d'avis que le FIDA devrait tout d'abord épouser le potentiel des technologies disponibles (vulgarisation). En outre, a) les biotechnologies devraient être associées à un nouveau système d'exploitation qui nécessiterait la création d'institutions; b) compte tenu de ses limitations, le FIDA aurait intérêt à se concentrer sur ses propres spécialistes au lieu de se lancer dans l'inconnu. À cet égard, on s'est demandé si la banque génétique du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale ne pourrait pas servir d'instrument aux pays en développement pour négocier avec les grandes entreprises. Des organisations comme le FIDA pourraient jouer un rôle utile à cet égard en coopérant avec d'autres organisations multilatérales et les gouvernements des pays en développement afin de mettre au point une stratégie de négociation commune.

16. Amélioration de la durabilité de l'agriculture sur les terres arides. Les participants ont jugé nécessaire que le FIDA s'occupe plus particulièrement des zones de cultures non irriguées où la pauvreté persiste ou même s'aggrave. Les terres arides qui intéressent particulièrement le FIDA souffrent de plus en plus de pénuries d'eau qui sont d'ailleurs accentuées par le développement urbain/industriel, processus hautement souhaitable en soi. L'acheminement de l'eau vers les zones urbaines et son utilisation dans l'industrie, particulièrement les mines, entraînent d'énormes pertes. En Afrique subsaharienne, la superficie irriguée représente moins de 3% des terres cultivées contre plus de 30% en Asie du Sud et de l'Est. Il est peu probable que l'Afrique subsaharienne réussisse à résoudre ses problèmes d'alimentation, d'emploi et de pauvreté sans entreprendre de grands projets d'irrigation. Il serait utile d'établir des projections de la croissance de la production agricole dans les zones des régions qui ne bénéficient pas d'irrigation à grande échelle. En Afrique du Sud, l'irrigation consomme plus de 60 % de l'eau entrant dans les circuits commerciaux et la majeure partie de cette eau est ensuite recyclée. Comment l'agriculture pourrait-elle recycler une plus forte proportion de l'eau qu'elle consomme et comment cette eau pourrait-elle être utilisée par les petits paysans pauvres au lieu d'être monopolisée par les grands agriculteurs qui jouissent d'un accès privilégié à l'irrigation?

17. Dans le passé, la transformation de l'agriculture en Afrique subsaharienne a été compromise par des problèmes associés à des faiblesses de conception et d'exécution. On s'est demandé comment on pourrait réorienter les investissements vers de nouveaux moyens d'accroître la productivité. Pour cela, il faudrait réduire les frais de transport, promouvoir les innovations technologiques qui



ANNEXE II

permettent de mieux adapter l'offre à la demande, appuyer les programmes agricoles qui exploitent les avantages comparatifs, enfin faciliter la participation du secteur privé à la fourniture d'intrants et la commercialisation des produits agricoles.

18. **Transition démographique.** Le problème concerne l'accroissement de l'offre d'emploi/de main-d'œuvre en milieu rural, la taille des familles et la réduction volontaire du nombre d'enfants par femme. En règle générale, les groupes les plus pauvres des zones rurales des pays en développement comptent trois fois plus d'enfants par femme (avec notamment des maternités à moins de 15 ans) que les groupes les plus riches et c'est probablement là la cause principale de la misère qui frappe les femmes pauvres de ces pays. Ces femmes ont de nombreux enfants en guise d'assurance contre la mortalité infantile élevée et l'instruction médiocre des enfants et contre le risque que certains enfants ne puissent pas participer à l'entretien du ménage. Ce "piège démographique" compromet fréquemment les projets si utiles tenant compte du rôle spécifique des femmes entrepris par les donateurs.

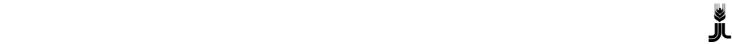
Questions institutionnelles

19. **La réforme agraire** est actuellement relancée sous une nouvelle forme dite "consensuelle", "respectant le marché", voire "soutenue par le marché". Il s'agit de mettre en place des incitations ou des pressions pour encourager les ruraux riches à mettre des terres sur le marché de façon qu'avec une intervention ou une assistance de l'État, ces terres puissent être transférées directement aux pauvres sans passer par un organisme d'État avec tous les problèmes qui s'ensuivent.

20. Tout en reconnaissant la complexité du problème de la réforme agraire, on a été d'accord pour considérer que le FIDA devrait lui porter d'avantage d'attention. Le Fonds a besoin de renforcer sa capacité d'étudier et de comprendre ce problème mais il ne pourra le faire qu'en travaillant en réseau avec d'autres organisations. Un réseau de ce genre a déjà été créé entre le FIDA, la Banque mondiale et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et une analyse des cas du Brésil, de la Colombie et de l'Afrique du Sud est en cours. Toutefois, la réforme agraire soutenue par le marché ne saurait être considérée comme une panacée définitive. De nombreuses autres solutions peuvent être inventées ou essayées et le FIDA devrait prendre des dispositions pour accroître ses connaissances à ce sujet, en collaboration avec d'autres institutions.

21. **Ciblage.** Les principaux points soulevés dans ce contexte ont été les suivants: sur quels bénéficiaires le FIDA devrait-il cibler ses ressources? Le FIDA devrait-il viser la couche la plus pauvre (quintile le plus bas) de la population? Dans quelle mesure peut-il rester fidèle à son mandat? On a reconnu de façon générale qu'il était difficile de fournir des microfinancements à la couche (20%) la plus pauvre de la population car souvent celle-ci ne peut pas prendre le risque de se lancer dans une activité quelconque tant qu'elle n'a pas une position financière plus solide. Le FIDA se préoccupe vivement de toucher les pauvres entre les pauvres mais il lui est difficile d'obtenir des résultats concrets tout en sauvegardant la viabilité financière. Ce problème est d'autant plus important pour le Fonds qu'il doit destiner 30% de ses ressources au crédit aux micro-entreprises. Cependant le FIDA n'utilise pas le microcrédit uniquement pour financer les micro-entreprises; il en fournit également aux petits exploitants et aux paysans sans terre.

22. Les fonctionnaires du FIDA qui participaient à l'atelier ont unanimement affirmé que les pauvres entre les pauvres constituent le groupe cible du Fonds, dans la mesure où celui-ci dispose des instruments requis pour les atteindre - en d'autres termes s'il existe des possibilités de créer des revenus. On a démontré que les pauvres offrent un potentiel et que le FIDA a les moyens d'accroître leurs revenus de façon durable.



ANNEXE II

23. **Constitution de partenariats et d'institutions pour lutter contre la pauvreté.** Il faudrait mettre en place des partenariats stratégiques avec d'autres organisations et organismes de la société civile pour assurer que les interventions d'élimination de la pauvreté atteignent bien les pauvres en améliorant leur vie de façon durable. Ces partenariats sont nécessaires parce qu'au moment même où l'éradication de la pauvreté est de plus en plus considérée comme prioritaire, l'aide publique au développement diminue. Les donateurs internationaux devront renforcer leur efficacité et faire encore davantage avec moins de moyens. Ils devront aussi tirer pleinement profit de la complémentarité et la synergie entre les différents partenaires et veiller à ce que leurs programmes répondent aux nouveaux problèmes à mesure qu'ils apparaissent.

24. Les organismes partenaires devront arriver à un degré élevé d'harmonisation et de coordination. La mise en place de coalitions est nécessaire non seulement pour le FIDA mais aussi pour les organisations de la société civile et les ONG. Tout en exerçant une influence sur la politique nationale, en poursuivant leurs propres objectifs et en rassemblant des fonds, les ONG laissent souvent échapper l'occasion de renforcer leurs capacités d'intervention faute de tenter de collaborer avec ceux qui prétendent faire la même chose qu'elles, c'est-à-dire réorienter les politiques des gouvernements vers les pauvres.

25. Le rôle du secteur privé dans le développement agricole est une question importante. Les apports de capitaux privés font maintenant paraître bien modeste l'APD aux pays en développement. Dans ces conditions, que peut faire le secteur public pour "tirer parti" des fonds d'investissement privés? Que faire pour attirer les investissements privés? De toute évidence, il est nécessaire de réexaminer le rôle du secteur privé, de veiller à ce qu'il prenne contact avec les institutions des groupes cibles et de chercher comment le FIDA peut aborder le problème de l'équité. L'intervention du secteur privé pourrait amener le FIDA à redéfinir ses clients.

26. Il sera également nécessaire d'assurer la participation entière et active des pauvres et des institutions qui les représentent aux interventions de lutte contre la pauvreté. On a largement reconnu que le renforcement des institutions au niveau local devrait constituer un domaine prioritaire pour le FIDA. Ces institutions devraient encourager les populations à participer à la planification et à l'affectation des ressources au niveau local ainsi qu'à la conception des projets du FIDA. Étant donné que le Fonds tire sa force de sa coopération avec les institutions locales, ses interventions devraient favoriser le renforcement des capacités de ces institutions.

ANNEXE II
Liste des participants

Prof. Michael Lipton	Poverty Research Unit Institute of Development Studies University of Sussex Brighton (United Kingdom)
Mr. Saurabh Sinha	Poverty Research Unit Institute of Development Studies University of Sussex Brighton (United Kingdom)
Prof. Oliver Saasa	Director Institute of Economic and Social Research University of Zambia Lusaka (Zambia)
Prof. S. R. Osmani	University of Ulster Belfast (United Kingdom)
Dr. Jacques Chonchol	Director PhD Programme on Development Issues Los Candis, Santiago Chile (Chile)
Dr. Raghav Gaiha	New Delhi (India)
Dr. Lawrence Haddad	Director Food Consumption and Nutrition Division International Food Policy Research Institute Washington, D.C. (United States)
Mr. Roel Ravanera	Senior Programme Manager Regional Secretariat Asian NGO Coalition for Agrarian Reform and Rural Development Quezon City (Philippines)
Dr. Cornelis van Tuyll	Head, Development Division German Agency for Technical Cooperation Eschborn (Germany)
Mr. Thandika Mkandawire	United Nations Research Institute for Social Development Geneva (Switzerland)
Dr. Solon Baraclough	Research Fellow United Nations Research Institute for Social Development Geneva (Switzerland)
Mr. Abdul Raufu Mustapha	Lecturer African Politics Queen Elizabeth House Oxford University Oxford (United Kingdom)
Dr. Vigdis Broch-Due	Director Research Programme Nordic-Africa Institute Uppsala (Sweden)
Mr. Sam Dalley-Hariss	Executive Director Microcredit Summit Washington, D.C. (United States)
Ms. Barbara Howell	Bread for the World, Inc. Silver Spring Maryland (United States)
Mr. Pablo Recalde	Head, Vulnerability Analysis and Mapping Unit World Food Programme Rome (Italy)
Mr. Nikos Alexandratos	Chief, Global Perspective Studies Unit Food and Agriculture Organization of the United Nations Rome (Italy)